

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

16 février 2004

PROPOSITION DE LOI

**modifiant la loi du 29 juin 1983 concernant
l'obligation scolaire, en ce qui concerne le
début de l'obligation scolaire**

(déposée par Mme Hilde Claes, M. Stijn Bex
et Mmes Karine Lalieux, Anissa Tamsamani
et Annemie Turtelboom)

SOMMAIRE

1. Résumé	3
2. Développements	4
3. Proposition de loi	7

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

16 februari 2004

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van de wet van 29 juni 1983
betreffende de leerplicht, wat de aanvang
van de leerplicht betreft**

(ingediend door mevrouw Hilde Claes,
de heer Stijn Bex en de dames Karine Lalieux,
Anissa Tamsamani en Annemie Turtelboom)

INHOUD

1. Samenvatting	3
2. Toelichting	4
3. Wetsvoorstel	7

<i>cdH</i>	: Centre démocrate Humaniste
<i>CD&V</i>	: Christen-Democratisch en Vlaams
<i>ECOLO</i>	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales
<i>FN</i>	: Front National
<i>MR</i>	: Mouvement Réformateur
<i>N-VA</i>	: Nieuw - Vlaamse Alliantie
<i>PS</i>	: Parti socialiste
<i>sp.a - spirit</i>	: Socialistische Partij Anders - Sociaal progressief internationaal, regionalistisch integraal democratisch toekomstgericht.
<i>VLAAMS BLOK</i>	: Vlaams Blok
<i>VLD</i>	: Vlaamse Liberalen en Democraten

Abréviations dans la numérotation des publications :

DOC 51 0000/000 : Document parlementaire de la 51e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif

QRVA : Questions et Réponses écrites

CRIV : Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)

CRABV : Compte Rendu Analytique (couverture bleue)

CRIV : Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)
(PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)

PLEN : Séance plénière

COM : Réunion de commission

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :

DOC 51 0000/000 : Parlementair document van de 51e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer

QRVA : Schriftelijke Vragen en Antwoorden

CRIV : Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)

CRABV : Beknopt Verslag (blauwe kaft)

CRIV : Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
(PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)

PLEN : Plenum

COM : Commissievergadering

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants
Commandes :
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be
e-mail : publications@laChambre.be

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers
Bestellingen :
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.deKamer.be
e-mail : publicaties@deKamer.be

RÉSUMÉ

Il ressort d'une enquête que les enfants de ménages défavorisés souffrent d'un retard scolaire parce qu'ils fréquentent moins l'enseignement maternel que les autres enfants. Afin d'accroître les chances de ces enfants, les auteurs proposent dès lors de ramener l'âge du début de la scolarité obligatoire de six à cinq ans.

SAMENVATTING

Uit onderzoek is gebleken dat kinderen uit kansarme gezinnen leerachterstand oplopen omdat zij minder vaak kleuteronderwijs volgen dan andere kinderen, aldus de indieners. Om de kansen van deze kinderen te vergroten stellen zij voor de leerplichtleeftijd te verlagen van zes naar vijf jaar.

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Depuis 1988, les compétences en matière d'enseignement ont été, en grande partie, transférées aux communautés. Le législateur fédéral n'a conservé que quelques compétences dans ce domaine, parmi lesquelles la fixation du début et de la fin de l'obligation scolaire. La loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire dispose que l'obligation scolaire commence avec l'année scolaire qui prend cours dans l'année où l'élève atteint l'âge de six ans. Dès ce moment, les parents doivent veiller à ce que leur enfant suive régulièrement des cours. L'immense majorité des parents se conforment à cette obligation en inscrivant leur enfant dans une école. Exceptionnellement, certains parents optent pour l'enseignement à domicile.

L'obligation scolaire a pour but de donner toutes les chances aux enfants. Face à l'obligation scolaire, il y a le droit de tout enfant à l'enseignement. Un parcours scolaire réussi nécessite une collaboration entre la direction, le corps enseignant, les parents et les élèves. Les parents doivent veiller à ce que leurs enfants en âge scolaire arrivent tous les jours à l'heure à l'école et qu'ils y suivent réellement les cours, et ce, essentiellement dans l'intérêt de l'enfant. Les enfants qui manquent des cours ou des activités risquent davantage d'accumuler un retard scolaire. Il s'intègrent également moins bien dans le groupe d'élèves. On attend de la direction et du corps enseignant qu'ils dispensent un enseignement de qualité. Les enfants doivent recevoir à l'école la formation de base minimale et doivent pouvoir s'épanouir dans toutes les disciplines.

C'est par le biais de l'inspection scolaire que les communautés contrôlent si les écoles dispensent un enseignement de qualité. Les communautés mènent, en outre, une politique visant à donner à tous les enfants les mêmes chances en matière d'enseignement.

Malgré tous les efforts, l'origine sociale demeure toutefois déterminante pour le parcours scolaire de l'enfant. Cette constatation peut même être faite dès l'école maternelle, avant même donc que l'enfant ait atteint l'âge de l'obligation scolaire. Une étude récente réalisée par le professeur Nicaise du *Hoger Instituut van de Arbeid* a chiffré l'inégalité sociale dans l'enseignement maternel en Flandre et ce, pour la première fois depuis trente ans. Il apparaît que 16 % des enfants âgés de 2,5 à 3 ans ne fréquentent pas l'école maternelle et que cette moyenne cache une inégalité sociale saisissante. En effet, 36 % des enfants allochtones âgés

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Sinds 1988 is de bevoegdheid van onderwijs groten-deels overgedragen aan de gemeenschappen. De federale wetgever heeft slechts enkele bevoegdheden behouden waaronder het bepalen van het begin en het einde van de leerplicht. De wet betreffende de leerplicht van 29 juni 1983 stelt dat de leerplicht aanvangt met het schooljaar dat begint in het jaar waarin de leerling 6 jaar wordt. Vanaf dan moeten ouders ervoor zorgen dat hun kind regelmatig lessen volgt. Veruit de meeste ouders doen dit door hun kind in te schrijven in een school. Uitzonderlijk opteren ouders voor huis-onderwijs.

De leerplicht is bedoeld om kinderen alle kansen te geven. Tegenover de leerplicht staat het recht op onderwijs van elk kind. Opdat een schoolloopbaan kan slagen, moeten directie, leerkrachten, ouders en leerlingen samenwerken. Ouders moeten erop toezien dat hun leerplichtige kinderen alle schooldagen tijdig in de school aanwezig zijn en er ook echt de lessen volgen. Dit is vooral in het belang van de kinderen. Kinderen die lessen en activiteiten missen, lopen meer risico om achterstand op te lopen. Ze geraken ook minder goed opgenomen in de leerlingengroep. Van directies en leerkrachten wordt verwacht dat ze kwaliteitsvol onderwijs bieden. Kinderen moeten op school de minimale basisvorming krijgen en zich op alle gebieden kunnen ontplooiën.

De gemeenschappen controleren via hun onderwijsinspectie of de scholen degelijk onderwijs geven. Bovendien voeren de gemeenschappen een beleid dat erop gericht is alle kinderen gelijke onderwijskansen te geven.

Ondanks alle inspanningen blijft de sociale afkomst echter bepalend voor de schoolcarrière van het kind. Dit is zelfs al duidelijk zichtbaar in de kleuterklas, dus nog vooraleer het kind de leerplichtige leeftijd heeft bereikt. Recent onderzoek van professor Nicaise van het Hoger Instituut van de Arbeid heeft voor het eerst sinds 30 jaar de sociale ongelijkheid in het kleuter-onderwijs in Vlaanderen becijferd. Achter het gemiddelde van 16% van de 2,5- à 3-jarigen die niet naar de kleuterschool gaan, blijkt een opvallende sociale ongelijkheid te schuilen. Bij allochtone kinderen blijft immers 36 % op 2,5 à 3-jarige leeftijd nog thuis. Ook

de 2,5 à 3 ans restent à la maison. De même, les enfants de familles monoparentales et de parents peu scolarisés fréquentent moins souvent la première maternelle que les autres enfants du même âge. Non seulement ces enfants sont plus âgés quand ils entrent à l'école maternelle, mais ils y accusent également plus souvent un retard. Arrivés en troisième maternelle, ils ne semblent pas avoir pu rattraper le retard qu'ils avaient à leur arrivée dans l'enseignement maternel. En moyenne, environ 4 % des enfants ont un retard en troisième maternelle, mais ce chiffre atteint 10 % chez les enfants de parents peu scolarisés, et même 15 % chez les enfants allochtones.

La troisième maternelle vise à préparer les enfants à entamer la première année de l'enseignement primaire. Une bonne préparation à cette première année primaire revêt une importance considérable, étant donné qu'elle constitue manifestement une pierre d'achoppement pour nombre d'élèves. En première année primaire, 9 % des élèves, en moyenne, ont déjà un retard. Dans cette même année, le risque de retard scolaire touche également les élèves de manière inégale : il est dix fois plus élevé chez les enfants de mères peu scolarisées que chez ceux dont les parents sont hautement qualifiés. En outre, l'inégalité sociale s'accroît au fil du parcours scolaire. Dans l'enseignement secondaire, le pourcentage d'élèves ayant un retard atteint 40 % en sixième année. Force est de constater en fin de compte qu'en 2003, un jeune sur dix quitte l'école sans diplôme ni certificat et que près de la moitié des jeunes décrochent un diplôme de l'enseignement supérieur, mais que c'est le cas d'un jeune sur quatre seulement parmi les enfants de parents peu scolarisés, d'à peine un jeune sur six parmi les jeunes issus de l'immigration, et, en revanche, de quatre jeunes sur cinq parmi les enfants de parents hautement qualifiés.

Pour réduire cette inégalité dans l'enseignement, des efforts supplémentaires doivent être consentis à tous les niveaux, y compris dans l'enseignement maternel. Les chiffres récents relatifs à l'inégalité sociale dans l'enseignement maternel révèlent que ce sont surtout les enfants de parents qui n'ont pas d'activité professionnelle qui ne fréquentent pas l'école et qui, de ce fait, accusent un retard. L'hypothèse selon laquelle le fait qu'une mère reste à la maison aurait, grâce à la plus grande disponibilité de celle-ci, une influence positive sur le parcours scolaire de ses enfants est clairement réfutée. Le lien étroit que les enquêteurs constatent toujours entre l'inactivité économique de la mère et le retard scolaire de l'enfant peut avoir des origines diverses (humaines, sociales, culturelles et financières) mais aboutit toujours au même résultat : les en-

kinderen van éenoudergezinnen en kinderen van laaggeschoolde ouders gaan minder vaak naar de eerste kleuterklas dan hun leeftijdsgenootjes. Deze kinderen starten niet alleen minder snel in het kleuteronderwijs maar lopen er ook vaker vertraging op. De achterstand die ze bij het begin van het kleuteronderwijs hadden, blijken ze niet te kunnen inhalen tegen dat ze in de derde kleuterklas zitten. Gemiddeld heeft ongeveer 4% van de kleuters in de derde kleuterklas een achterstand maar bij kinderen van laaggeschoolde ouders loopt dit op tot 10% en bij allochtone kinderen tot 15%.

In de derde kleuterklas worden kinderen voorbereid op de stap naar het eerste leerjaar. Een goede voorbereiding op het eerste leerjaar is enorm belangrijk want het eerste jaar van de lagere school blijkt voor veel leerlingen een struikelblok te vormen. In het eerste leerjaar heeft gemiddeld 9% van de leerlingen reeds achterstand opgelopen. De kans op vertraging in het eerste leerjaar is ook ongelijk verdeeld: ze is tienmaal groter bij kinderen van laaggeschoolde moeders dan bij kinderen van hooggeschoolde ouders. De sociale ongelijkheid neemt verder toe naarmate de schoolloopbaan vordert. In het secundair onderwijs stijgt het percentage leerlingen met achterstand in het zesde leerjaar tot 40%. Het resultaat van dit alles is dat anno 2003 enerzijds 1 op 10 jongeren het onderwijs verlaat zonder diploma of getuigschrift en anderzijds weliswaar bijna de helft van onze jongeren een diploma hoger onderwijs haalt maar bij kinderen van laaggeschoolden slechts 1 op 4, bij migrantenjongeren amper 1 op 6 en bij kinderen van hooggeschoolden daarentegen 4 op 5.

Om deze ongelijkheid in het onderwijs te verminderen zijn er op alle niveaus extra inspanningen nodig. Ook op het niveau van het kleuteronderwijs. Kijken we naar de recente cijfers over de sociale ongelijkheid in het kleuteronderwijs, dan zien we dat vooral kinderen van niet-actieve ouders wegblijven van school en daardoor een achterstand oplopen. De veronderstelling dat het thuisblijven van moeders, dankzij hun grotere beschikbaarheid, een gunstige invloed zou hebben op de schoolloopbaan van hun kinderen, wordt duidelijk weerlegd. Het sterk verband dat de onderzoekers steeds vaststellen tussen de economische inactiviteit van de moeder en de onderwijsachterstand van het kind kan lopen langs verschillende paden (menselijk, sociaal, cultureel en financiële vermogen) maar leidt telkens tot hetzelfde resultaat: kinderen van niet-actieve moe-

fants dont la mère n'exerce pas d'activité professionnelle ont de moins bons résultats. Lorsque les mères ne travaillent pas, la tentation est évidemment nettement plus grande de garder les enfants à la maison, ce qui est autorisé tant que les enfants ne sont pas soumis à l'obligation scolaire.

Les chiffres concernant l'inégalité sociale dans l'enseignement montrent toutefois clairement l'importance d'une scolarisation précoce et régulière. Les autorités fédérales pourraient tenir compte de cet élément et abaisser l'âge de l'obligation scolaire. L'abaissement de l'âge de l'obligation scolaire de six à cinq ans permettrait en effet à tous les jeunes enfants de suivre au moins convenablement l'année de transition vers l'enseignement primaire. Les enfants âgés de cinq ans seraient alors tenus de fréquenter l'école tous les jours de l'année scolaire. Les retards, les demi-jours d'absence ou les vacances prises pendant l'année scolaire ne seront plus tolérés. Les autorités fédérales peuvent ainsi contribuer à la réalisation de l'objectif des communautés, à savoir offrir à tous les enfants une plus grande égalité des chances dans l'enseignement.

ders scoren zwakker. Wanneer moeders niet werken, is de verleiding uiteraard veel groter om de kinderen thuis te houden. Dit is ook toegelaten zolang de kinderen niet leerplichtig zijn.

De cijfers over de sociale ongelijkheid in het onderwijs tonen echter duidelijk het belang aan van vroeg en regelmatig naar school gaan. Dit belang kan de federale overheid onderstrepen door de aanvang van de leerplicht te vervroegen. Door de leerplichtleeftijd van 6 naar 5 jaar te verlagen, wordt immers verzekerd dat alle kleuters op zijn minst het overgangsjaar naar de lagere school volop kunnen meemaken. De 5-jarige kleuters moeten dan alle dagen van het schooljaar naar school komen. Te laat komen, een halve dag thuis blijven of enkele weken vakantie nemen op schooldagen, zal niet zonder meer kunnen. Op die manier kan de federale overheid bijdragen aan de doelstelling van de gemeenschappen om alle kinderen meer gelijke onderwijskansen te bieden.

Hilde CLAES (sp.a-spirit)
Stijn BEX (sp.a-spirit)
Karine LALIEUX (PS)
Anissa TEMSAMANI (sp.a-spirit)
Annemie TURTELBOOM (VLD)

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

À l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire, le mot «six» est remplacé par le mot «cinq».

2 décembre 2003

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet

Art. 2

In artikel 1, § 1, eerste 1 van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht wordt het woord «zes» vervangen door het woord «vijf».

2 december 2003

Hilde CLAES (sp.a-spirit)
Stijn BEX (sp.a-spirit)
Karine LALIEUX (PS)
Anissa TEMSAMANI (sp.a-spirit)
Annemie TURTELBOOM (VLD)

TABLEAU SYNOPTIQUE DES DIFFERENTES VERSIONS ADAPTEES A LA PROPOSITION

Texte Communauté flamande	Texte Communauté française	Texte Communauté germanophone
Loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire Art. 1^{er} § 1er. Le (jeune) est soumis à l'obligation scolaire pendant une période de treize années commençant avec l'année scolaire qui prend cours dans l'année où il atteint l'âge de cinq ans et se terminant à la fin de l'année scolaire, dans l'année au cours de laquelle il atteint l'âge de dix-huit ans. L'obligation scolaire est à temps plein jusqu'à l'âge de quinze ans et comporte au maximum sept années d'enseignement primaire et au moins les deux premières années de l'enseignement secondaire de plein exercice; en aucun cas l'obligation scolaire à temps plein ne se prolonge au-delà de seize ans. La période d'obligation scolaire à temps plein est suivie d'une période d'obligation scolaire à temps partiel. Il est satisfait à l'obligation	Loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire Art. 1^{er} § 1er. Le mineur est soumis à l'obligation scolaire pendant une période de treize années commençant avec l'année scolaire qui prend cours dans l'année où il atteint l'âge de cinq ans et se terminant à la fin de l'année scolaire, dans l'année au cours de laquelle il atteint l'âge de dix-huit ans. L'obligation scolaire est à temps plein jusqu'à l'âge de quinze ans et comporte au maximum sept années d'enseignement primaire et au moins les deux premières années de l'enseignement secondaire de plein exercice; en aucun cas l'obligation scolaire à temps plein ne se prolonge au-delà de seize ans. La période d'obligation scolaire à temps plein est suivie d'une période d'obligation scolaire à temps partiel. Il est satisfait à	Loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire Art. 1^{er} § 1er. Le mineur est soumis à l'obligation scolaire pendant une période de treize années commençant avec l'année scolaire qui prend cours dans l'année où il atteint l'âge de cinq ans et se terminant à la fin de l'année scolaire, dans l'année au cours de laquelle il atteint l'âge de dix-huit ans. L'obligation scolaire est à temps plein jusqu'à la fin de l'année scolaire intervenant pendant l'année civile au cours de laquelle le mineur atteint l'âge de quinze ans. Elle comporte au moins les deux premières années de l'enseignement secondaire de plein exercice. Elle ne peut en aucun cas se prolonger au-delà de l'année scolaire prenant fin durant l'année civile au cours de laquelle le mineur atteint l'âge de seize ans. La période d'obligation scolaire à temps plein est suivie d'une période d'obligation scolaire à temps partiel. Il est satisfait à

SYNOPTISCHE TABEL VAN DE VERSCHILLENDE TEKSTEN AANGEPAST AAN HET VOORSTEL

Vlaamse Gemeenschap	Franse Gemeenschap	Duitstalige Gemeenschap
Artikel 1. § 1. Voor de (jongere) is er leerplicht gedurende de periode van dertien jaren die aanvangt met het schooljaar dat begint in het jaar waarin hij de leeftijd van vijf jaar bereikt en eindigt op het einde van het schooljaar in het jaar tijdens hetwelk hij achttien jaar wordt. De leerplicht is voltijds totdat de leeftijd van vijftien jaar is bereikt en omvat ten hoogste zeven jaren lager onderwijs en ten minste de eerste twee leerjaren van het secundair onderwijs met volledig leerplan; in geen geval duurt de voltijdse leerplicht voort na zestien jaar. De periode van voltijdse leerplicht wordt gevolgd door een periode van deeltijdse leerplicht. Aan de deeltijdse leerplicht wordt voldaan door het voortzetten van het secundair onderwijs met volledig leerplan of door het volgen van onderwijs met beperkt leerplan of van voor de vervulling van de leerplicht erkende vorming. Een minderjarige kan toelating krijgen om vanaf het begin van het schooljaar waarin hij deeltijds leerplichtig wordt deeltijds beroepssecundair onderwijs of	Artikel <u>1</u>. § 1. Voor de minderjarige is er leerplicht gedurende de periode van dertien jaren die aanvangt met het schooljaar dat begint in het jaar waarin hij de leeftijd van vijf jaar bereikt en eindigt op het einde van het schooljaar in het jaar tijdens hetwelk hij achttien jaar wordt. De leerplicht is voltijds totdat de leeftijd van vijftien jaar is bereikt en omvat ten hoogste zeven jaren lager onderwijs en ten minste de eerste twee leerjaren van het secundair onderwijs met volledig leerplan; in geen geval duurt de voltijdse leerplicht voort na zestien jaar. De periode van voltijdse leerplicht wordt gevolgd door een periode van deeltijdse leerplicht. Aan de deeltijdse leerplicht wordt voldaan door het voortzetten van het secundair onderwijs met volledig leerplan of door het volgen van onderwijs met beperkt leerplan of van voor de vervulling van de leerplicht erkende vorming of door het altemeerend secundair onderwijs te volgen.	Artikel <u>1</u>. § 1. Voor de minderjarige is er leerplicht gedurende de periode van dertien jaren die aanvangt met het schooljaar dat begint in het jaar waarin hij de leeftijd van vijf jaar bereikt en eindigt op het einde van het schooljaar in het jaar tijdens hetwelk hij achttien jaar wordt. De leerplicht is voltijds tot op het einde van het schooljaar, dat tijdens het kalenderjaar eindigt, tijdens hetwelk de minderjarige de leeftijd van vijftien jaar bereikt. Ze omvat ten minste de eerste twee leerjaren van het secundair onderwijs met volledig leerplan; in geen geval duurt ze voort na het einde van het schooljaar, dat tijdens het kalenderjaar eindigt, tijdens hetwelk de minderjarige de leeftijd van zestien jaar bereikt. De periode van voltijdse leerplicht wordt gevolgd door een periode van deeltijdse leerplicht. Aan de deeltijdse leerplicht wordt voldaan door het voortzetten van het secundair onderwijs met volledig leerplan of door het volgen van onderwijs met beperkt leerplan of van voor de vervulling van de leerplicht erkende vorming.

scolaire à temps partiel en poursuivant l'enseignement secondaire de plein exercice ou en suivant un enseignement à horaire réduit ou une formation reconnue comme répondant aux exigences de l'obligation scolaire. (Un mineur d'âge peut être autorisé à suivre, à partir du début de l'année scolaire pendant laquelle il atteint l'âge de la scolarité obligatoire à temps partiel, l'enseignement secondaire professionnel à temps partiel ou une formation reconnue comme répondant aux exigences de l'obligation scolaire. L'autorisation est donnée par la direction de l'établissement où l'enseignement secondaire professionnel à temps partiel ou la formation reconnue est dispensé, sur avis du centre d'encadrement des élèves avec lequel l'école d'enseignement à temps plein où le mineur suit les cours coopère. Pour l'application de la présente loi, il faut entendre par : 1° enseignement à horaire réduit, l'enseignement qui comprend moins de semaines par an ou de périodes par semaine que le nombre fixé pour l'enseignement à temps plein; 2° formation, tous les types de formation visés à l'article 4 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.	l'obligation scolaire à temps partiel en poursuivant l'enseignement secondaire de plein exercice ou en suivant un enseignement à horaire réduit ou une formation reconnue comme répondant aux exigences de l'obligation scolaire ou en suivant un enseignement secondaire en alternance. Pour l'application de la présente loi, il faut entendre par : 1° enseignement à horaire réduit, l'enseignement qui comprend moins de semaines par an ou de périodes par semaine que le nombre fixé pour l'enseignement à temps plein; 2° formation, tous les types de formation visés à l'article 4 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.	l'obligation scolaire à temps partiel en poursuivant l'enseignement secondaire de plein exercice ou en suivant un enseignement à horaire réduit ou une formation reconnue comme répondant aux exigences de l'obligation scolaire. Pour l'application de la présente loi, il faut entendre par : 1° enseignement à horaire réduit, l'enseignement qui comprend moins de semaines par an ou de périodes par semaine que le nombre fixé pour l'enseignement à temps plein; 2° formation, tous les types de formation visés à l'article 4 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.
--	---	--

voor de vervulling van de leerplicht erkende vorming te volgen. De toelating wordt gegeven door de directie van de instelling waar het deeltijds beroepssecundair onderwijs of de erkende vorming gegeven wordt, op advies van het centrum voor leerlingenbegeleiding waar de school voor voltijds onderwijs waar de minderjarige de lessen volgt mee samenwerkt. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder : 1° onderwijs met beperkt leerplan, het onderwijs dat minder weken per jaar of lestijden per week omvat dan bepaald voor het onderwijs met volledig leerplan; 2° vorming, al de vormen van opleiding, bedoeld in artikel 4 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen.	Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder : 1° onderwijs met beperkt leerplan, het onderwijs dat minder weken per jaar of lestijden per week omvat dan bepaald voor het onderwijs met volledig leerplan; 2° vorming, al de vormen van opleiding, bedoeld in artikel 4 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen.	Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder : 1° onderwijs met beperkt leerplan, het onderwijs dat minder weken per jaar of lestijden per week omvat dan bepaald voor het onderwijs met volledig leerplan; 2° vorming, al de vormen van opleiding, bedoeld in artikel 4 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen.
--	---	---